

Motion contre la suppression des CIO de Béthune et Lens

Dans sa logique austéritaire et de démantèlement systématique des services publics, le Ministère a décidé d'en profiter pour réduire le nombre de CIO et reprendre le plan de fusions/suppressions prévu depuis 2015. Cela a des conséquences très rapides pour 4 CIO :

- Lens qui va devoir déménager à Liévin et fusionner avec celui-ci.
- Béthune qui lui déménage à Bruay et fusionne également.

Cela pour la rentrée 2027, mais avec des changements dès 2026. Mais cela ne s'arrête pas là : l'objectif de 2015 de passer de 11 CIO à 6 est réactivé.

Les personnels enseignants *le parent d'élève, la personne qualifiée et le comité parental* réunis en CA le jeudi 12 février 2026 dénoncent la fermeture des 2 CIO de Lens et Béthune et en particulier celui de leur secteur.

C'est en effet une dégradation considérable du service rendu au public. Sur ces territoires fragilisés, les familles ne se déplaceront pas pour se rendre à Bruay ou Liévin. C'est donc un abandon de toute une partie de la population sur des bassins où la défiance vis-à-vis de l'Etat est déjà très grande.

C'est une pression qui va se reporter par ailleurs sur les professeurs principaux des établissements du secteur de même que sur l'ensemble des professeur.es qui ne peuvent pas assumer des missions qui ne sont pas les leurs.

Ce sont des conditions de travail inacceptables pour les personnels des CIO concernés : manque d'espace pour recevoir les familles et pouvoir organiser les réunions nécessaires, risque d'organisations imposées, souffrance au travail, risques psycho-sociaux etc.

Les personnels enseignants, *le parent d'élève, la personne qualifiée et le comité parental* dénoncent la rupture d'égalité pour les élèves et exigent qu'élèves et familles des deux secteurs concernés puissent disposer d'un CIO et des personnels afférents.

P. Navchand

C. Proust

JF Petit

A. Remoloux

S. NEUNIS

A DELGERY

J CRETEL

S. Hannedouche

N DEFOSSEZ

S. Halesys

A.D. Dayelle

J. Watalet

A. Henri

A-FERCHICH

R. GEORGES

Rami Hocq

C. Delort

V. COLBOIS

L. STAMIEUX

Motion rentrée 2026 Collège Georges Brassens Saint-Venant

Le budget de l'État prévoit la suppression de 1365 postes.
Rappelons que 8 000 emplois ont été supprimés entre 2017 et 2023 pour 8 000 élèves en plus dans les collèges et lycées publics.

Dans notre académie, l'argument démographique est un prétexte pour justifier un véritable plan social qui frappera les collèges et les lycées publics :

58 Equivalents Temps Pleins (ETP) repris aux lycées, 91 aux collèges du Pas-de-Calais, 86 aux collèges du Nord ... alors que le nombre d'élèves commencent à peine à baisser.

Depuis 2017, ce sont ainsi 1174 ETP qui ont été supprimés dans nos établissements, y compris quand les effectifs augmentaient !

Les représentants des personnels enseignants, des parents d'élèves, les personnes qualifiées et les autres membres exigent davantage d'ambition pour faire réussir tous les élèves. Ils votent contre la répartition et le chiffrage de la DHG 2026.

Cette dotation s'avère insuffisante et ne permet ni d'avoir des conditions d'études satisfaisantes pour les élèves, ni d'alléger la charge de travail des personnels qui n'a fait que croître et que le ministère veut encore augmenter. La qualité du service ne peut que se dégrader dans ces conditions. Ils exigent des moyens pour diminuer les effectifs par classe et assurer les dédoublements dans toutes les disciplines pour pouvoir faire réussir tous les élèves.

La baisse démographique qui s'amorce doit être l'occasion de diminuer les effectifs par classe afin d'améliorer les conditions d'apprentissage des élèves et de travail des personnels, et non servir de prétexte au démantèlement du réseau des collèges et lycées publics, notamment dans l'académie de Lille où les indicateurs sociaux-économiques sont au rouge.

P. Navchand

N. Defosse

C. Breven

M^{me} Waterlot

JF Petit

M^{me} Henri

S. Neuns

A. FERCHICHI

A DELGERY

CRETEL

Reni Hocq

S. Hannedouche

A. Romeux

S. Halesys

A.D. Deyelle

R. GEORGES